

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

16<sup>e</sup> ANNEE - N° 284

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

23 fév. au 8 mars 1979

Versements :

Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

Après l'insurrection populaire en Iran

## Pour la Révolution il faut le Parti !

C'est sous les coups d'une révolte populaire urbaine, dans laquelle les masses ouvrières des centres industriels et les masses semi-prolétaires des bidonvilles ont fourni la matière première déterminante de

la lutte, qu'est tombé un régime politique soutenu et vassalisé par l'impérialisme mondial, et agent bourgeois d'une accumulation primitive et élargie du capital (1).

C'est un fil unique qui relie ce séisme aux révoltes de Tunisie, d'Égypte, du Pérou, sur le terrain du capitalisme mondial. Ils ne s'inscrivent pas dans l'arc historique descendant des mouvements nationaux et anticoloniaux de l'après-guerre, mais préudent au futur tremblement de terre révolutionnaire dont les craquements annonciateurs, qui partent aujourd'hui de la périphérie de la « constellation des grands États, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les États mineurs de race blanche » (2), devront avoir leurs centres névralgiques dans les métropoles de l'impérialisme.

A la chaleur d'une révolte sociale persistante, qui naît d'une période de prospérité généralisée du capitalisme mondial et national, et non d'une guerre qui aurait déjà miné de l'intérieur la masse militarisée des soldats, a fondu en Iran le monolithisme d'une armée qui était un des joyaux de la couronne impériale américaine. Le terrorisme de la hiérarchie militaire a perdu pied et les masses, par instinct, ont cherché la brèche qui a fini par s'agrandir devant la marée de l'insurrection, entraînant derrière elle une partie décisive des soldats. Les dissensions parmi les chefs militaires, liées à la possibilité d'un changement de régime par en haut, expliquent la relative rapi-

dité de cette issue, mais n'enlèvent pas sa validité à la dynamique sociale des « forces élémentaires ».

Bien sûr, cette insurrection plonge ses racines dans la guerre et dans la violence sociale qui ont ébranlé jusqu'aux bases de l'équilibre séculaire d'un pays qui entraîne encore, en l'adaptant, un passé social archaïque dans le tourbillon vertigineux des transformations bourgeoises. Mais pour nous, marxistes, sa portée est mondiale : est-ce que le capital des métropoles n'en a pas fait autant en prolétarisant de manière accélérée ses populations agraires et en aspirant des masses immenses de prolétaires du « Tiers-Monde » dans ses camps de concentration industriels ? Est-ce que le capital impérialiste n'en a pas fait autant en reconstruisant ses économies dévastées par la guerre ? Et est-ce qu'il n'en fait pas autant en brisant aujourd'hui, poussé par la crise, les bases d'un équilibre fragile — si on le mesure à l'échelle de l'histoire — représenté par l'essor économique de 25 ans seulement ?

Quelle leçon ! Quelle confirmation du marxisme ! Nous savons, avec nos maîtres, que la conquête du pouvoir dans les pays capitalistes les plus développés sera beaucoup plus difficile que dans les pays arriérés, récemment embourgeoisés ou en voie d'embourgeoisement. Mais

DANS CE NUMERO :

- Chine-Vietnam : querelle de brigands.
- L'extrême gauche et l'Indochine.
- Dans les chasses gardées de l'impérialisme français.
- Nationalistes, xénophobes et autres chauvins.
- Le PS partisan du contrôle de l'immigration.

cela ne sera pas plus difficile à cause de leur potentiel militaire intrinsèque (celui-ci était énorme et hypersophistiqué en Iran) mais à cause de ce que les jeunes capitalismes n'ont pas, et que les vieux capitalismes ont mis des décennies à se donner : un dense réseau politique, social et institutionnel qui lie à l'appareil d'État de la classe dominante non seulement les

(Suite page 3.)

(1) Voir « En Iran, révolution capitaliste à la cosaque » dans *Le Prolétaire* nos 278 et 279 de décembre 78.

(2) Voir « Guerres et crises opportunistes », Éditions Programme communiste, p. 47.

Dans la sidérurgie

## Les signes de colère ouvrière provoquent le front uni bourgeois-réformiste

Depuis 1966, une série de mesures préliminaires suffisantes pour ôter au plan actuel tout caractère de « surprise » avaient été prises dans la sidérurgie : premier plan de licenciements en 71, fournées massives de « dégraissage » en avril-mai 77 avec renvoi en première ligne de 2.100 immigrés, et mises à la retraite anticipées : il était clair alors que « la priorité [allait être] accordée au retour à la compétitivité » (*Le Monde* du 19-4-1977). C'est pourtant à la « stupeur » des directions syndicales qu'un plan massif de licenciements est venu sanctionner, fin 78, sur le dos des ouvriers, surtout en Lorraine et dans le Nord, mais aussi dans le Sud-Est, le retard pris par le capitalisme français — par rapport notamment au Japon et à la RFA — dans la rationalisation et la diminution des frais de production de l'acier.

Avec quelques larmes de crocodile et tout le cynisme qu'encourage depuis des années la servilité de toute l'opposition, politique et syndicale, les équipes patronales de choc formées pour la circonstance et les porte-parole de l'État ont annoncé les chiffres : 27.724 suppressions d'emplois pour les forges de Chiers-Chatillon, Usinor et Sacilor-Sollac — avec des « pointes » de dégraissage à Longwy (6.000 emplois supprimés sur environ 10.000), et à Usinor-Denain (7.000 supprimés sur 14.000). De plus, à Usinor-Thionville par exemple, les deux tiers des suppressions d'emplois visaient en priorité « des agents de faible ancienneté et sans attaches familiales dans la région », en clair, des immigrés, qui représentent encore en Lorraine 12% en moyenne de la population active (*Le Monde*

(Suite page 2.)

## Chine-Vietnam : querelle de brigands !

Les bourgeois exultent ! « Encore deux pays « socialistes » qui se battent ! Le marxisme est bien mort » ! Laissez le marxisme tranquille, s'il vous plaît, Messieurs les bourgeois ! Le marxisme ni le socialisme n'ont rien à voir là-dedans. Ni la Chine ni le Vietnam ne sont socialistes. Ils ont fait une révolution bourgeoise, ce qui n'est déjà pas si mal, une révolution nécessaire et qui a

(Suite page 4.)

## L'« extrême gauche » et l'Indochine

Les contradictions de la révolution indochinoise mises à nu par la récente invasion du Cambodge par le Vietnam ont suscité des réactions telles parmi les groupes d'extrême gauche qu'il nous paraît intéressant de les passer en revue pour montrer combien ces groupes sont loin de l'appréciation donnée par le marxisme en ce qui concerne les révolutions anticoloniales et les tâches du prolétariat révolutionnaire face aux questions délicates que posent les contradictions qui secouent les aires dans lesquelles vient de se clore un cycle démocratique-bourgeois.

Plus important encore, la question de l'Indochine, en raison de ses implications internationales du point de vue de la stratégie et des alignements de forces des divers impérialismes, nous permet de

passer au crible de la critique marxiste la position carrément anti-prolétarienne des différents groupes d'extrême gauche en ce qui concerne le problème essentiel de la guerre et des tâches qui lui sont indissolublement liées, notamment la lutte pour unifier les rangs de la classe ouvrière mondiale afin qu'elle soit à même d'affronter cette guerre impérialiste sur son terrain à elle, celui du défaitisme révolutionnaire.

Le manque de place nous oblige à ne considérer dans ce numéro que le premier volet des réactions et à renvoyer la deuxième partie de l'article au prochain numéro. Mais cela nous permettra en revanche de tenir compte en même temps des réactions à l'intervention criminelle de l'armée chinoise au Vietnam.

Nous avons déjà montré (cf. en particulier *Le Prolétaire*, n° 282) comment la révolution indochinoise, en l'absence du prolétariat en tant que force autonome et dirigeante, ne pouvait dépasser l'horizon bourgeois de la constitution d'un État national indépendant. Pire, le fait que c'est la bourgeoisie vietnamienne qui a pris la tête de la révolution démocratique, aux dépens du mouvement des masses plébéiennes et paysannes, a encore limité l'ampleur de la révolution, non seulement du point de vue de sa profondeur sociale mais aussi du point de vue de son ampleur géographique, ce qui a donné naissance à plusieurs États.

L'antagonisme entre le Cambodge et le Vietnam n'a donc fait qu'exprimer l'opposition d'intérêts existant entre les paysans khmers et la bourgeoisie vietnamienne. « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus, écrivait l'Internationale Communiste dans ses Thèses supplémentaires sur les questions nationale et coloniale, le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois, l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation ». Si le prolé-

tariat n'arrive pas à se constituer en parti de classe pour diriger le second mouvement, c'est la bourgeoisie qui saura, tôt ou tard, subordonner ce mouvement à ses exigences de classe, limitant de la sorte l'horizon des transformations économiques et sociales en recourant la plupart du temps à l'écrasement dans le sang de tous les « excès paysans » et toutes les velléités subversives venant de la part des classes opprimées.

Dans ces conditions, soutenir que l'actuelle direction du Vietnam « trahit et foule aux pieds les idéaux pour lesquels il a combattu » comme le font le PCR et le PCMLF dans leur déclaration commune sur le Vietnam (*Le quotidien du peuple* du 15-12-78), c'est montrer son incompréhension totale du cours de la révolution indochinoise. C'est ignorer l'appréciation marxiste rappelée par l'Internationale Communiste en ce qui concerne la trajectoire historiquement déterminée des deux composantes du mouvement national-bourgeois.

Les événements que connaît l'Indochine sont venus confirmer que le maoïsme a élevé au rang d'un « idéal » la lutte pour l'indépendance nationale à laquelle le marxisme appelle dans certaines aires géo-historiques comme condition au passage à la société et à la lutte de classes modernes. Pire, les

maoïstes introduisent dans cette question leurs préjugés chauvins empreints des chimères petites bourgeoises les plus absurdes quand ils confondent indépendance politique et « d'indépendance économique ».

En effet, dans la même déclaration, le PCR et le PCMLF écrivent : « Le peuple vietnamien a combattu pour être maître de son destin, pour être indépendant. Mais l'actuelle direction vietnamienne a fortement accru ses liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme soviétique ». On voit au passage comment le contenu bourgeois progressiste reconnu par le marxisme à la lutte pour l'indépendance politique est complètement escamoté par les maoïstes au profit d'une conception idéaliste, ultra-nationaliste se cachant derrière des formules vides de tout sens historique. Comment peut-on se prétendre marxiste et pousser en même temps des cris d'horreur, dignes de petit-bourgeois, devant la tendance caractéristique de l'impérialisme à l'assujettissement des petites et même des nations moyennes par les grandes ?

L'incompréhension totale de la nature bourgeoise de la révolution indochinoise se retrouve également chez l'OCT qui écrit, sans rire : « Ainsi la politique et l'idéologie natio-

(Suite page 4.)

## Réunions publiques

### ● A VALENCIENNES

le samedi 3 mars, à 15 h  
Hôtel de Ville de Valenciennes  
Salle R 6

## Contre les licenciements et le chômage

### ● A PARIS

le vendredi 9 mars, à 20 h 30  
à l'AGECA, 177, rue de Charonne  
Paris XI<sup>e</sup>

## La classe ouvrière et l'Iran

# Les signes de colère ouvrière provoquent le front uni bourgeois-réformiste

(Suite de la page 1)

du 13-1-78). Et ceci dans des régions où le taux de chômage bat déjà des records nationaux (8,9% en janvier dans le bassin de Longwy, 10% environ dans la région de Valenciennes)... Au moment où le nombre de chômeurs déclarés vient encore de faire un bond de 2,1% par rapport au mois précédent, tandis que les offres d'emplois baissent de 2,5% (*Les Echos* du 15-2-79), où la durée moyenne d'attente des chômeurs augmentait jusqu'à 145 jours, où le nombre des licenciés pour motif économique bénéficiant des 90% dégressifs n'atteignait même pas les 100.000...

Dans un premier temps (en décembre-janvier) les opportunistes du PC et du PS (ce dernier bien implanté dans le Nord) pouvaient se partager assez tranquillement le travail avec les curés et les députés de la majorité, pour laisser passer la vague et contenir défilés, meetings et manifestations symboliques sous le drapeau de la défense de la patrie et de l'industrie nationale (au moment même où, par-delà la frontière, les sidérurgistes de la Ruhr essayaient de poursuivre, malgré le carcan syndical, la lutte

pour les 35 heures), et sous celui des intérêts de la région (alors même que le plan sidérurgie touchait quatre coins au moins de l'hexagone).

Pendant ce temps, les huiles régionales et nationales de la gauche et de la droite promenaient de Paris à la province des promesses de créations d'entreprises ou des budgets d'aumône par région, ou des promesses encore plus vagues de reconversion : la CFDT elle-même rappelait dans *Syndicalisme* du 21-12-78 que les plans de reconversion antérieurs, entre juin 77 et octobre 78, avaient donné... 305 reconversions pour 17.835 suppressions d'emplois. Des cache-misères, que la bourgeoisie ne feignait même pas de présenter sérieusement, hors de toute proportion avec l'ampleur du désastre pour les familles ouvrières (le Nord comme la Lorraine sont des régions où les femmes sont maintenues au foyer dans de fortes proportions, avec, comme seuls débouchés, des salaires de misère dans la petite industrie et surtout dans le textile, également en crise et célèbre pour l'« humanité » de ses méthodes d'exploitation).

Mais, avec la nouvelle année, survinrent quelques « déchirures », comme titrait le 10-11 février le journal bourgeois *Le Figaro* : à Denain, Longwy, Saint-Etienne, etc., les ouvriers manifestèrent leur colère par des « débordements » : tel bureau occupé à Usinor sous la sage houlette des bergers CFDT fut saccagé sans que les bonzes puissent s'y opposer, à l'annonce (fausse d'ailleurs) de la création future d'une nouvelle usine en face de l'usine liquidée. Des ouvriers en colère saccagèrent les perceptions dans le Nord, accueillirent à coups de pierre les CRS venus des déloger de l'aéroport de Roissy que la CGT les avait amenés occuper « symboliquement » (comme si l'on pouvait « occuper symboliquement » un aéroport !). Enfin, en représailles contre l'attaque policière de piquets d'occupation, des ouvriers de Longwy attaquèrent ouvertement un commissariat.

La bourgeoisie manifesta alors quelques inquiétudes : les ténors de l'opposition politique, eux, payaient de leur personne, jusqu'à aller manifester sous bonne garde dans des défilés mortuaires, comme le fit Mitterrand à Metz en décembre... Mais que faisaient les chiens de garde opportunistes des appareils syndicaux ? Ne s'étaient-ils pas laissés endormir en avalant quelques boulettes de l'opium légaliste, pacifiste et chauvin qu'ils diffusaient copieusement dans les rangs ouvriers ? Injuste reproche ! En fait, CGT et CFDT s'étaient partagé le travail avec un sens toujours aussi vif de leurs responsabilités nationales, utilisant comme d'habitude leurs dissensions apparentes pour désorienter un peu plus les travailleurs.

La CGT inspirée par le PCF jetait en pâture à la colère ouvrière et à l'inquiétude des petits bourgeois, surtout en Lorraine, le « boche » ennemi, le vieux péril allemand et sa moderne forme européenne, et la nécessité de protéger « notre acier » contre la concurrence étrangère par des barrières douanières et... par une intense consommation intérieure, cette autre recette magique réactionnaire que la CGT défend encore avec le PC contre toutes les évidences de la crise capitaliste (si les ouvriers n'ont plus de pain, qu'ils mangent de la tôle !).

La CFDT mettait toutes ses forces de persuasion et son personnel militant pour orienter les travailleurs vers la défense des « solutions industrielles » élaborées dans ses bureaux de hauts technocrates. Ses plans, elle les « traduit » aux travailleurs dans les termes berceurs du « vivre au pays », du « temps pour vivre », etc., mais elle les confie *in extenso* à la bourgeoisie qui les publie avec l'intérêt qu'ils méritent du point de vue bourgeois. Dans la revue *Problèmes Economiques* du 14 février 1979, on apprend que la CFDT déplore, au fil des plans gouvernementaux, un « ton de moins en moins volontariste dans les objectifs présentés » ; elle regrette qu'on « soit passé politique plus agressive qui vise à renforcer les liens européens (sous la phraséologie de d'une volonté de développement au simple souci de compenser les principales suppressions d'emplois » (*sic* !). Elle propose une unité des travailleurs, c'est d'élargissement et de renforcement du potentiel de guerre industrielle qu'il s'agit, et qui pousse à prendre de façon réaliste un créneau dans le marché mondial « à partir des bases existantes [pour la Lorraine] : énergie et certains biens intermédiaires ». En somme, chacune propose son arsenal pour la guerre industrielle, chacun défend les intérêts présents ou futurs de différentes couches capitalistes.

Ce n'est pas sans inquiétude cependant que, le 16 février, bourgeois et opportunistes préparèrent avec beaucoup de précautions une journée nationale d'action et de grèves : la CGT accepta « sans difficultés » le communiqué commun préparé par la CFDT ; des services d'ordre massifs se préparèrent à canaliser des manifestations sans but ; en Lorraine, des consignes préfectorales réchauffèrent la solidarité du petit et grand commerce en leur enjoignant de fermer prudemment boutique ; la police, selon *l'International Herald Tribune* du 17-18-2-79, reçut « la consigne d'éviter la confrontation avec les grévistes et de ne pas intervenir ». Cette action était destinée officiellement à « renforcer l'opposition locale aux plans de reconversion gouvernementaux » : locale, certes, car ni les sidérurgistes des autres pays (seule l'ambas-

sade de France au Luxembourg fut occupée par FO...), ni les autres travailleurs en France n'y furent associés : ils auront, eux, le droit d'être solidaires une semaine plus tard lors de journées prévues par le PCF les 23 et 24 février... Au soir de cette journée les syndicats recevaient les félicitations paternelles du ministre du Travail Robert Boulin : « J'approuve la position des syndicats qui aujourd'hui se mettent en avant pour exprimer les préoccupations légitimes des travailleurs du Nord et de la Lorraine... je préfère que ce soit les organisations syndicales plutôt que des éléments incontrôlés [qui en prennent la tête] » (*Le Matin* du 17-2-79). Mais c'était au tour des organisations syndicales de se plaindre : le patronat leur rendait le travail très difficile par « cette obstination, cette attitude de pousser-à-la-violence » (Edmond Maire). De nouvelles bavures en effet malgré toutes les digues attestèrent la permanence de la colère ouvrière : si les blocages de routes organisés en Lorraine par la CFDT visaient surtout à fatiguer les prolétaires et... à contrôler les passages ; si, à Valenciennes, les ouvriers venus, d'après *Libération* du 18-2, avec boulets et barres de fer finirent par perdre dans le cortège jusqu'à la volonté de crier des mots d'ordre, on vit en fin de journée des séquestrations de patrons, un commissariat attaqué à Sedan et un nouveau centre des impôts saccagé. Autre signe aussi précieux à recueillir que ces accès de violence, des travailleurs immigrés, en lutte dans les foyers de l'Est, auraient participé aux défilés avec leurs mots d'ordre classistes.

Si ces réactions ne parviennent pas encore à se cristalliser, à être autre chose que des coups de sang passagers et des exutoires, c'est que tous les liens ont été brisés entre les prolétaires à l'échelon le plus microscopique (d'un atelier à l'autre, d'un prolétaire à l'autre, même) comme à l'échelon le plus général. Dans ces régions, et entre toutes les zones de turbulence qui inquiètent la bourgeoisie, il importe non seulement de mener une propagande acharnée contre toutes les orientations opportunistes, contre les perspectives chauvines, régionalistes et légalistes qui sont des impasses pour la lutte et des obstacles à l'unification des travailleurs mais aussi d'aider à la constitution ou la reconstitution de liens de lutte entre les noyaux combattifs, pour que la classe ouvrière se donne au moins les premières mailles d'un réseau de résistance au Front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. C'est sur la base d'un début d'organisation de ce type que les germes d'indifférence à la solidarité nationale et aux nécessités du capital, de volonté tenace de défendre leurs intérêts propres, qui se sont manifestés parmi les prolétaires dans le Nord et la Lorraine pourront croître, se développer et allumer peut-être d'autres foyers d'incendie.

## Réunion publique à Genève

Hôtel de Genève,  
Place de la Navigation  
3 mars 1979, à 9 h 30 :

### Le prolétariat et la guerre

## Le prolétaire

SUPPLEMENT SUISSE N° 15  
1<sup>er</sup> février - 15 mars

- Horlogerie : Halte à la collaboration de classe
- Chine-URSS : 1-0
- OADR : Misère du maoïsme (3)
- Tracts Iran
- Les cousins de Schwarzenbach en Italie
- La renaissance du militarisme nippon
- Vive la grève des métallos allemands
- Chili : Union sacrée, toujours Union sacrée

## Dans les chasses gardées africaines de l'impérialisme français

Les feux de l'actualité viennent encore de se braquer sur le Cameroun et le Tchad, le premier parce que Giscard vient d'y faire le « tour du propriétaire », l'autre parce que les combats entre Malloum et Habré ont provoqué l'envoi en renfort des troupes françaises stationnées au Gabon.

Si l'on considère l'ensemble des investissements étrangers au Tchad, on peut les estimer entre 750 millions et un milliard de francs français. Sur cette somme, 300 millions ont été investis depuis 1975 dans la recherche pétrolière par un consortium anglo-saxon regroupant la Continental Oil et la Shell. Le reste est dans l'industrie et le tertiaire et est contrôlé par les Français.

Si l'on considère l'ensemble des investissements dans la seule industrie, on note que 15,5% sont « nationaux » (15% dans le secteur public et 0,5% dans le secteur privé) et 84,5% étrangers (parmi lesquels 75,5% français et 9% de diverses nationalités). Ce qui signifie que les capitalistes français sont 75,5:0,5=151 fois plus puissants que la « bourgeoisie nationale » tchadienne. On sait de plus que 2.000 soldats français sont en place et que l'armée est encadrée par 400 « conseillers » français. Question : qui peut bien contrôler l'Etat tchadien ?

Le Cameroun est bien plus riche. On peut estimer les capitaux étrangers à une somme allant de 2 à 3 milliards de francs. Là toutes les ressources minières sont aux mains d'intérêts français : ELF pour le pétrole, BRGM, Péchiney et Ugine pour la bauxite. Pour la seule industrie, l'ensemble des capitaux se répartit comme suit : 42,5% sont « nationaux » (39% à l'Etat et 3,5% privés),

57,5% sont étrangers, dont 45% français et 12,5% anglais et autres, ce qui donne dans ce seul secteur un poids aux capitalistes français 13 fois plus grand que celui des Camerounais. Là aussi, question : au service de quels intérêts peut bien s'être mis l'Etat ?

Comme la réponse est évidente, elle donne son véritable contenu à la formule lancée par Giscard : « l'Afrique aux Africains ». Elle signifie : « pas touche aux chasses gardées françaises en Afrique ! ».

A Yaoundé, Giscard a avancé que la coopération franco-africaine devait être davantage « réciproque », c'est-à-dire s'effectuer « dans les secteurs où une activation économique est souhaitable pour la France », comme l'a expliqué Hunt, son porte-parole (*Le Monde* des 11-12 février 79). Quelles limites auront donc le pillage et l'oppression de l'impérialisme français ?

Pour ce qui est du Tchad, selon les termes mêmes de Giscard, « la période de la colonisation est révolue ». Cela signifie que l'impérialisme français n'intervient pas si Malloum et Habré ou tout autre candidat ne se disputent que sur la manière de profiter des miettes que procure la participation à la gestion des intérêts français. En d'autres termes que si la querelle reste « une affaire purement intérieure ». Mais gare si quelqu'un ose toucher aux intérêts français : il y aurait alors « activité subversive », nécessairement « fomentée de l'étranger » — car qui a intérêt à s'en prendre à la culture et à la civilisation françaises ! Gare à plus forte raison si les masses opprimées voulaient profiter de l'occasion pour avancer leurs intérêts propres et s'attaquer à l'impérialisme et à ses larbins ! C'est pour parer à ces éventualités que l'impérialisme français a dépêché des renforts à N'Djaména, à tout hasard...

Que la classe ouvrière ouvre les yeux et voie les crimes de l'Etat, cachés par les voiles de la « grandeur » tissés par la bourgeoisie et les faux partis ouvriers !

## Nationalistes, xénophobes et autres chauvins

Devant les attaques de Maire contre le « nationalisme anti-allemand » du PCF et de la CGT, immédiatement relayées par le PS et le gouvernement, tant elles se plaçaient « sur un terrain de classe », Ségué s'est étonné que la CFDT « ne fasse aucune distinction entre ouvriers allemands et grandes firmes capitalistes d'outre-Rhin » (cité par *France-Soir* du 1-2-79). Ainsi, voyez-vous, les théoriciens du « à chacun son boche » ne commettent nullement l'erreur de mettre l'ouvrier allemand et le capitaliste allemand dans le même sac.

Mais pour favoriser l'union des ouvriers allemands et français, ne faudrait-il pas lutter contre la présence des troupes françaises en Allemagne qui sont là pour intimider les bourgeois allemands mais aussi les ouvriers allemands ?

Si ces gens-là luttent, comme l'a dit Marchais dans sa conférence de presse, contre la « puissance économique et militaire de l'Allemagne », c'est en se fixant comme objectif de « protéger nos entreprises », c'est aussi au nom du principe selon lequel seule la France doit posséder l'arme nucléaire face à son voisin : bref c'est, quoique le PC s'en défende, au nom des trusts français, des capitalistes français et non de la lutte prolétarienne.

D'ailleurs qu'a fait le PC pendant la période de la reconstruction, sinon précisément reconstruire l'appareil productif, l'Etat et l'empire colonial dont avaient besoin les trusts (après quoi ces mêmes trusts l'ont jeté à bas du strapontin d'une simple pichenette !)

Les ouvriers allemands sont donc en droit de faire remarquer au PC qu'il ferait mieux de lutter d'abord contre les trusts français avant de prétendre lutter contre les trusts allemands et même de faire la démonstration qu'il est capable de lutter déjà contre les trusts français avant d'attaquer les trusts allemands bien plus coriaces.

La seule manière de se placer d'un point de vue de classe, c'est de se placer en même temps du point de vue de toute la classe, par-dessus les nationalités, et donc en même temps contre tous les trusts, contre toutes les bourgeoisies, contre tous les Etats. Naturellement les ouvriers de chaque pays ont besoin de se prêter mutuellement main-forte dans la lutte, ne serait-ce que pour le simple fait que tous les bourgeois sont solidaires dans la guerre de classe. Mais cette aide n'est vraiment de bon aloi, désintéressée, que si dans chaque pays les prolétaires luttent d'abord contre leur propre bourgeoisie. « L'ennemi est dans notre propre pays ! », telle est la devise !

La politique du PCF et des bureaucrates CGT est exactement à l'opposé. Quand Marchais s'écrie dans sa conférence du 17 février : « Carter est un héros quand il protège l'Amérique, Helmut Schmidt est un héros quand il protège l'Allemagne et nous, nous serions d'affreux nationalistes quand nous voulons protéger nos entreprises », il polémise de façon juste avec les bourgeois qui réfléchissent tous du point de vue de l'industrie nationale. Mais il raisonne comme eux. Il est donc en droit de s'écrier : Ne me faites pas cette querelle ! « Mitterrand, Maire ou Giscard, nous sommes tous des nationalistes » !

Que le PC n'essaie donc pas de distinguer hypocritement les ouvriers allemands et les patrons allemands ! Vous voulez que patrons et ouvriers français soient solidaires pour défendre l'« indépendance de la France » et vous appelez les ouvriers allemands à défendre cette infamie avec des « justifications de classe » ! C'est une vieille habitude du petit bourgeois français et du bureaucrate ouvrier qui raisonne comme tel. Et ce n'est pas pour rien que dans toutes les langues, c'est en français qu'on exprime le mot « chauvinisme ».

Soutenez le développement international de la presse du parti. Souscrivez !

# Pour la Révolution, il faut le Parti !

(Suite de la page 1)

couches secondaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, mais surtout les masses prolétariennes, en les enfermant dans les camisoles de force du parlementarisme, de l'électoratisme, du tissu de plus en plus serré des mesures « sociales ». Leurs agents sont ces partis et ces syndicats qui au lieu d'être, pour les premiers, les représentants des objectifs historiques de la classe prolétarienne, et pour les seconds, les représentants de ses intérêts matériels et les courroies de transmission des premiers, sont tout au contraire les véritables courroies de transmission de la classe dominante au sein des masses exploitées.

Mais une insurrection, c'est une chose, une révolution, la destruction totale de l'Etat en place, la conquête du pouvoir par les masses insurgées, c'en est une autre. « Surgissant par une poussée « élémentaire » d'une révolte générale, de diverses protestations, manifestations, grèves, collisions de rues, écrit Trotsky dans son Histoire de la Révolution Russe, l'insurrection peut entraîner une partie de l'armée, paralyser les forces de l'ennemi et renverser le vieux pouvoir. C'est ainsi qu'il en fut, jusqu'à un certain degré, en février 1917, en Russie. L'on eut à peu près le même tableau dans le développement des révolutions allemande et austro-hongroise pendant l'automne de 1918. Dans la mesure, en ces deux cas, où, à la tête des insurgés, il n'y avait point de parti profondément pénétré des intérêts et des desseins de l'insurrection, la victoire de celle-ci devait inévitablement transmettre le pouvoir aux mains des partis qui, jusqu'au dernier moment, s'étaient opposés à l'insurrection » (3).

La dynamique sociale a ses lois, comme la physique, et c'est précisément pour cela que le marxisme est une science. Unique parti de l'Ordre social avec des racines sociales profondes, la caste religieuse s'est trouvée le dépositaire d'un pouvoir délégué par l'insurrection qu'elle a combattue jusqu'au dernier moment (4). « Renverser l'ancien pouvoir, c'est une chose, continue Trotsky. Prendre le pouvoir en main, c'en est une autre. La bourgeoisie, dans une révolution, peut s'emparer du pouvoir non point parce qu'elle est révolutionnaire, mais parce qu'elle est la bourgeoisie : elle a en main la propriété, l'instruction, la presse, un réseau de points d'appui, une hiérarchie d'institutions [l'Eglise! — NDR]. Il en est autrement pour le prolétariat : dépourvu de privilèges sociaux qui existaient en dehors de lui-même, le prolétariat insurgé ne peut compter que sur son nombre, sur sa cohésion, sur ses cadres, sur son état-major. » C'est pour cela, précisément, que « les insurrections des forces « élémentaires » ne peuvent sortir des cadres du régime bourgeois » (5).

La tragédie du prolétariat iranien (et à sa suite, celle des masses prolétariennes des bidonvilles) est la tragédie du prolétariat mondial à cause de l'œuvre dévastatrice du stalinisme. Cette tragédie, c'est que ne s'offre à lui d'autre alternative

que de marcher, poussé par les staliens et les maoïstes, à côté de la bourgeoisie « constitutionnelle » et des couches bourgeoises les plus réactionnaires, derrière le clergé chiite, ce rejeton des tenants du socialisme féodal tourné en dérision par Marx et par les ouvriers de l'époque (« dans la lutte politique [ils prenaient] une part active à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière » et « dans leur vie de tous les jours, en dépit de leurs discours pompeux, [ils s'accoutaient] très bien de cueillir les pommes d'or de l'arbre de l'industrie ») (6).

Dans une autre situation, le prolétariat aurait pu prendre appui sur le besoin de réformes sociales et politiques des larges masses ouvrières et paysannes pauvres et sur l'objectif immédiat du mouvement, à savoir l'éradication des privilèges de l'impérialisme et de l'aristocratie embourgeoisée, l'élimination du vieux despotisme politique dans l'Etat, mais aussi dans les usines et les campagnes, pour détruire l'Etat ou du moins lui porter un coup décisif qui hâte l'avènement politique de la classe ouvrière.

La tragédie est qu'en l'absence d'une telle perspective, le prolétariat n'a d'autre solution que de marcher derrière des forces qui cherchent à utiliser le besoin de réformes pour renforcer l'Etat contre lui, qui tentent de doter ce dernier des amortisseurs sociaux et politiques dont le privait le monopole politique de l'alliance de la Cour et de l'impérialisme. L'expérience révèle déjà que le clergé et la bourgeoisie constitutionnelle, loin de s'attaquer réellement à l'Etat, cherchent à préserver son indépendance vis-à-vis de la chaleur populaire (7) et à assurer la continuité de ses organes fondamentaux, notamment la hiérarchie militaire (8).

Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner la machine d'Etat au lieu de la briser, écrit Marx dans le 18 Brumaire. Il est désormais clair que les vainqueurs d'aujourd'hui héritent déjà des tâches historiques des vaincus, et il est tout aussi clair que ces réformes faites par eux, étant subordonnées au besoin du renforcement de l'Etat bourgeois, laisseront les masses ouvrières et même de vastes secteurs de la paysannerie sur leur faim. Il n'est donc pas dit, surtout dans les circonstances internationales présentes, que l'Etat trouve une stabilité durable et que l'armée protégée par le drapeau de l'Islam ne parvienne à éliminer de l'appareil d'Etat, par un coup d'Etat, le conglomerat des classes et sous-classes bourgeoises qui cherchent à y faire leur nid, afin de lui donner une plus grande efficacité contre-révolutionnaire dans la tourmente et une subordination plus directe aux exigences de l'impérialisme. Le meilleur service que peut rendre dans ces tragiques conditions la « révolution islamique » à l'histoire serait que le pouvoir politique qu'elle a mis en place se manifeste le plus tôt possible pour ce qu'il est en réalité, le pouvoir politique de la

bourgeoisie en tant que classe, qui oblige le prolétariat à apparaître à son tour comme parti distinct.

Est-ce que ces masses d'ouvriers qui, après avoir tenu en échec durant des mois la monarchie et l'armée, ont contribué à leur assener un coup très puissant, pourront sans broncher retourner volontairement au travail, sans essayer d'instinct d'avancer des revendications propres à leur classe, qu'aucune bourgeoisie n'est disposée à satisfaire ? Et est-ce que le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre pourront volontairement s'arrêter à la porte de ces rapports de propriété à cheval sur le passé archaïque et les rapports de production capitalistes ?

La révolte « commune » contre la monarchie cache un de ces « profonds malentendus » que la bourgeoisie française dissipa par la mitraille contre le prolétariat en juin 1848, mais qui ne trompe en rien la bourgeoisie constitutionnelle et le clergé (9). « Le front social existant entre le prolétariat et la petite bourgeoisie doit se briser, écrivions-nous il y a plus d'un mois (10). Celle-ci peut en effet être momentanément soulagée et paralysée par le capital et même dirigée contre le prolétariat, tandis que ce dernier ne peut nullement être satisfait par les réformes en préparation, surtout à l'heure de l'austérité, et après un mouvement de résistance économique qui ne fait que s'amplifier depuis huit ans qu'il a démarré. Mais comme, politiquement, cette rupture ne vient pas du prolétariat, elle risque de se faire dans les pires conditions pour lui, de le laisser sans préparation et ligoté par la « démocratie islamique » face à l'Etat, en ne lui lais-

(3) Editions du Seuil, Paris, 1950, tome 2, pp. 542-543.

(4) « C'est parce que nous savions tout cela [l'état de désagrégation de l'armée], que M. Bazargan a insisté auprès de Bakhtiar et des chefs militaires pour que la transmission des pouvoirs se fasse pacifiquement et rapidement, cela aurait évité ce qui vient de se passer », déclaraient les milieux proches de Khomeiny le lendemain de l'insurrection (Le Monde du 14-2-79). 18 heures après le début de l'insurrection, ce dernier réaffirmait dans une émission radiophonique qu'il était « favorable à une solution pacifique », et il ajoutait « je n'ai pas encore donné l'ordre de la guerre sainte et je souhaite toujours que le peuple décide de son avenir légalement par voie électorale ». Pendant ce temps, son porte-parole donnait l'ordre à la population de remettre les armes obtenues par l'intermédiaire des soldats et annonçait qu'elles seraient distribuées « quand l'heure sera venue... » (Le Monde du 13-2-79).

(5) Histoire de la Révolution russe, op. cit., p. 543.

(6) Le Manifeste Communiste, chap. « Le socialisme réactionnaire », Editions 10/18, p. 49. L'« armement du peuple » annoncé depuis des semaines par le parti du clergé, ne pouvait être que l'armement de ses milices contre le danger d'un débordement ouvrier

sant plus d'autre alternative que la résignation ou un soulèvement désespéré, où cette fois il serait bien seul.

Les révoltes des masses ouvrières et semi-prolétariennes des pays périphériques, qui résultent de la pression du capital international, aussi bien sur les régions les plus dépourvues (Pérou, Tunisie, Egypte) que sur les plus pourvues de capital (Iran), annoncent le retour des grandes batailles du prolétariat mondial. Les premières, déjà, posent de manière dramatique l'exigence du parti sur un terrain de lutte que les secondes devront parcourir inexorablement. D'un parti qui, renouant le fil rouge d'Octobre, rompu par la contre-révolution et la dégénérescence stalinienne, se place sur le terrain invariant de ses principes, de son programme, de sa tactique et de son organisation internationales, d'un parti qui ne coure pas derrière les mille variantes nationales de réformes des régimes bourgeois. D'un parti qui, en réalisant « l'organisation consciente de l'avant-garde du prolétariat qui a compris la nécessité d'unifier son action, dans l'espace en dépassant les intérêts des groupes, catégories ou nationalités particulières, dans le temps en subordonnant au résultat final de la lutte les avantages et les conquêtes partiels qui ne modifient pas l'essence de la structure bourgeoise » (11), tende internationalement à la destruction du capitalisme et de l'impérialisme, à la conquête du pouvoir politique et à l'organisation du prolétariat en classe dominante, entraînant dans un torrent mondial le potentiel révolutionnaire des immenses masses du semi-prolétariat et de la paysannerie pauvre des continents dominés.

et plébien. Le fait qu'il n'ait pas appelé à l'insurrection le confirme une fois de plus.

(7) « Le gouvernement provisoire révolutionnaire, présidé par M. Bazargan, a lancé un appel à la population lui demandant de rendre les armes qui avaient été distribuées la veille par les militaires de l'armée de l'air entrés vendredi soir en dissidence contre la hiérarchie de l'armée » (Le Monde du 13-2-79).

(8) Le 12 février, le « gouvernement islamique » lançait un appel pathétique à la population « lui demandant de ne pas s'attaquer aux casernes et aux bâtiments administratifs », « l'état-major général, la garde impériale et les différents corps de l'armée ayant rallié le mouvement populaire » (Le Monde du 13-2-79).

(9) Le lendemain de la chute du régime, Bazargan déclarait déjà « sans fard » qu'il ne fallait pas attendre du gouvernement provisoire « qu'il fasse des miracles [ni] satisfasse à 100 % les revendications du peuple et réponde à toutes ses exigences » (Le Monde du 14-2-79).

(10) « L'Iran, c'est le monde » dans Le Proletaire n° 281, janvier 1979.

(11) « Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI » (1920) dans En défense de la continuité du programme communiste, Editions Programme Communiste.

## Pour les ayatollahs :

### « Qui fait la grève est un traître »

Le gouvernement Bazargan a lancé un appel à la reprise du travail pour le 17 février, soutenu par le Parti Toudéh. Si les nouvelles annoncées par la presse bourgeoise sont exactes, et s'il est vrai que la masse des ouvriers s'est finalement de nouveau dirigée vers les lieux de travail, cela n'a pas dû se faire sans réticences ni réactions, puisque, selon La Repubblica des 18-19/2/79, l'ayatollah a dû lancer : « Qui fait la grève est un traître » ! Admettons également que le voyage d'Arafat, tombé à point nommé, puisse avoir pour effet de faire rentrer dans le rang quelques groupes de moujahidin ou de fedayin.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la liquidation de quelques généraux haïs ni l'élection d'une assemblée constituante qui pourra changer en fin de compte le fait que la hiérarchie militaire reste en place. Ce n'est pas non plus la série d'élections dont toute la savante mise en scène se met en place qui pourra soulager la classe ouvrière de l'exploitation et de la misère. Ce n'est pas la participation éventuelle de délégués des Comités de grève au prétendu « Conseil de la Révolution » qui pourra satisfaire les promesses économiques faites pendant ces longs mois et surtout garantir la liberté de mouvement durement acquise. Cela, seule la lutte indépendante de classe contre le gouvernement des bazari, capitalistes et des religieux le peut !

## Malgré tous ses boniments, le P.S. est bien partisan d'un strict contrôle de l'immigration

En janvier 1979, le PS a déposé au Parlement une proposition de loi « garantissant les droits des travailleurs immigrés ». Dès « l'exposé des motifs », tout s'éclaircit : il ne s'agit certainement pas de lutter contre les discriminations qui frappent les travailleurs immigrés, car le seul souci qui guide le PS, c'est le « souci du réalisme : on n'a pas voulu [...] proposer les solutions idéales à leurs problèmes », mais « les seules concevables dans les circonstances actuelles ».

Ce que les « circonstances actuelles » de crise de l'économie capitaliste exigent, d'après le PS, c'est un contrôle encore plus strict de l'immigration renforcé par un corps spécial de police, l'arrêt de toute nouvelle immigration — et en particulier de l'immigration familiale —, sauf dans les régions ou branches où l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée s'avérerait économiquement tout à fait indispensable. Quand on saura que ces mêmes « circonstances » ne permettent pas non plus de réclamer l'égalité des droits politiques ni l'égalité devant les prestations familiales, on aura fait le tour du « réalisme » du PS : il ne s'agit de rien d'autre que de se faire la courroie de transmission des intérêts bourgeois au sein de la classe ouvrière. La politique de « contrôle des flux migratoires » est enrobée dans une démagogie reposant sur la revendication d'une pseudo-égalité des droits réduite à quelques réformes, réservée uniquement aux immigrés en situation régulière, et alimentée par la politique municipale de cor-

ruption du PS enrobée du fameux « droit de vote aux élections municipales ». Pour obtenir ces quelques droits, d'après le PS, il faudrait que « l'arrivée de nouveaux travailleurs ou de membres de leur famille reste parfaitement contrôlée » !

Plus en détail, voici que ce dit cette proposition de loi.

« Les perspectives de la situation de l'emploi [...] interdisent d'envisager, à court terme, des flux d'immigration permanente de quelque importance en dehors des flux saisonniers ou de mouvements temporaires qui relèvent de solutions juridiques spécifiques. » Il s'ensuit que « l'immigration spontanée ne sera pas acceptée », et le PS se prononce « pour un contrôle très strict des flux d'immigration dans le cadre d'une politique planifiée de l'emploi impliquant que ceux-ci restent à un niveau très faible, voire négligeable » (souligné par nous, NDR). « Il en va de même en matière d'immigration familiale ». Au nom de préoccupations humanitaires, étant donné l'absence de « structures d'accueil adaptées », le PS « voit mal [...] comment il serait possible d'autoriser librement la venue des familles » et condamne au célibat forcé des centaines de milliers de travailleurs immigrés. On voit ce que cachent des déclarations hypocrites et démagogiques comme celles de Jean Le Garrec, délégué national du PS aux travailleurs immigrés, réclamant dans sa conférence de presse du 13-12-78, en théorie pure bien sûr, le « droit fondamental pour

un travailleur immigré travaillant régulièrement en France de faire venir sa famille » !

Donc, « entrée et circulation transfrontières » bloquées « de façon durable » sauf pour ceux qui obtiendront un contrat de travail de l'ONI, délivré seulement « si l'emploi proposé appartient à un secteur géographique ou professionnel déficitaire en main-d'œuvre » ou dans le cadre d'un « contingent défini par accord international bilatéral ». Préoccupations de grands bourgeois gestionnaires avisés de l'économie capitaliste, qui par contre condamnent les « secteurs marginaux de l'économie (nettoyage industriel, certains secteurs de la confection, du forage, du bâtiment, des services domestiques) » utilisateurs de « main-d'œuvre fraîchement immigrée » à « s'adapter, ou disparaître, ou conserver la main-d'œuvre étrangère qu'ils emploient actuellement : ils ne pourront plus en faire venir ». Si immigration « fraîche » il y a, elle devra servir aux secteurs forts de l'économie capitaliste. Que les secteurs arriérés se débrouillent pour survivre en pressurant au maximum les immigrés qu'ils ont déjà !

Quant aux travailleurs en situation irrégulière, « le réalisme et l'humanité conduisent à proposer de régulariser la situation de ceux qui se trouvent en France depuis un certain temps », « mais il serait irresponsable de laisser croire que tous les étrangers qui arriveraient en France se verraient mis en situation régulière ». Qu'ils crèvent donc, avec

(Suite page 4.)

# L'«extrême gauche» et l'Indochine

(Suite de la page 1)

naliste l'a-t-elle emporté chez les dirigeants cambodgiens sur la référence au marxisme ». Heureusement ou malheureusement ?! Mais l'OCT arrive à peine à dissimuler son indignation petite-bourgeoise devant les violences paysannes du régime de Pol Pot quand elle se prend à comparer ce régime avec la Révolution Culturelle chinoise : « Certains commentateurs ont cru voir dans les méthodes du régime Pol Pot la copie de la Révolution Culturelle chinoise. Tout démontre qu'il n'en est rien et qu'il ne peut y avoir aucune comparaison entre le mouvement des masses chinoises contre la constitution d'une bourgeoisie d'Etat et les méthodes bureaucratiques et de terreur appuyées sur l'idéologie nationaliste du gouvernement cambodgien » (L'Étincelle, n° 83 du 12-1-79).

L'OCT ne prend même pas la peine, comme on le voit, de s'attarder sur la nature de la révolution indochinoise, ni sur les facteurs économiques et sociaux qui se trouvent à l'origine du bouleversement qu'ont connu les campagnes khmères ni sur les forces sociales qui sont derrière la « terreur » tant décriée : l'OCT oppose les Méthodes « de masse » aux Méthodes « bureaucratiques ». On est au royaume des juristes sinon des moralistes !

Tout aussi étrangère au marxisme est la conception des trotskystes, qui tendent à perpétuer les illusions sur les Etats nés à la suite de la révolution indochinoise en n'hésitant pas à les présenter comme des Etats ouvriers « déformés ». Sourds aux contradictions réelles qui secouent l'Indochine, les trotskystes de la IV<sup>e</sup> Internationale arrivent à cette position complètement étrangère au

marxisme et pour le moins formaliste suivant laquelle il y aurait conflit en Indochine par suite du manque de « démocratie ouvrière et paysanne ». Ils escamotent par là les contradictions économiques et sociales qui sont à la base de l'antagonisme d'intérêts opposant les paysans khmers à la bourgeoisie vietnamienne.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'ils arrivent à soutenir que « la bureaucratie vietnamienne aurait pu rendre l'issue de ce processus moins certaine [il s'agit de l'utilisation du PC cambodgien par la Chine dans sa campagne antisoviétique] si elle avait présenté aux masses et aux communistes cambodgiens l'alternative attrayante d'une authentique fédération socialiste indochinoise » (Déclaration de la IV<sup>e</sup>, Rouge du 23-1-79). Les trotskystes ignorent-ils à ce point les contradictions matérielles que recèle le sous-sol indochinois ? En tous cas, ils ne doivent pas ignorer le fait que dans leur sillage les troupes vietnamiennes ont détruit toutes les communautés agraires constituées par les paysans khmers au terme de leur réforme agraire, en ramenant les propriétaires fonciers et les bonzes dans leurs bagages. Ils ne peuvent également ignorer que l'un des objectifs de l'intervention vietnamienne était d'en finir avec un mouvement paysan qui risquait de contaminer les campagnes vietnamiennes.

Pour sa part, LO n'hésite pas à souscrire à la thèse de la plupart des plumitifs bourgeois suivant laquelle le conflit qui sévit en Indochine s'expliquerait par la « haine séculaire » qui opposerait les populations khmères aux Vietnamiens. « En réalité, écrit LO, le conflit qui oppose le Vietnam et le Cambodge a de lointaines origines. Bien avant

la domination française, ces Etats étaient déjà rivaux, le Vietnam ayant en particulier plusieurs fois au cours de son histoire, envahi son voisin cambodgien » (n° 554 du 13-1-79). Même si effectivement l'histoire séculaire de l'Indochine a connu des conflits, il est évidemment antimatérialiste de ne pas distinguer entre les natures différentes que prennent historiquement les conflits, et ce pour la bonne raison que la nature des Etats en place change à travers l'histoire suivant le mouvement que connaît la base productive et par conséquent la structure de classes. LO oublie simplement de dire que la seule manière de surmonter l'« antagonisme séculaire » entre Cambodgiens et Vietnamiens eût été pour la révolution vietnamienne de prendre la tête du soulèvement khmer et non de le trahir...

L'unification de l'Indochine au cours de la révolution bourgeoise et anti-impérialiste aurait été d'une grande portée historique et aurait considérablement favorisé la lutte prolétarienne dans cette région. Elle ne s'est pas réalisée de façon révolutionnaire. Au contraire, la méthode criminelle qu'utilise la bourgeoisie vietnamienne creuse encore au lieu de le combler le fossé des nationalités de la péninsule. Désormais l'union des prolétaires et des exploités de la région passe par la lutte du prolétariat vietnamien, qui est le plus concentré, contre l'annexion du Cambodge, pour le « droit à la séparation », revendication qui ne peut être abandonnée par lui sous prétexte que la Chine aide le Cambodge et intervient à son tour par la violence au Vietnam. Elle est en effet la condition pour que le prolétariat cambodgien rompe lui-même le front social que favorise l'oppression du « grand frère » indochinois.

# Le P.S. partisan du contrôle de l'immigration

(Suite de la page 3)

la bénédiction du PS ! A eux, les refoulements et les expulsions ! Mais, humanité oblige, on aura soin d'aviser le travailleur, « par lettre recommandée avec accusé de réception », des motifs de la décision de refus ou de non renouvellement des cartes, et de la possibilité de saisir une commission composée en majorité de fonctionnaires-larbins de l'Etat bourgeois... Dans ce dernier

cas, « il ne peut y avoir de refoulement ni de mise en détention de l'intéressé qui peut cependant être assigné à résidence ». En cas de décision d'expulsion, seul l'immigré « justifiant d'un motif légitime peut solliciter en référé des délais pour quitter le territoire ». Que les expulsions, les assignations à résidence, l'état d'exception contre les travailleurs immigrés continuent donc, mais... munies de l'estampille démocratique ! Toutes les forces de « gauche » (voir leur plateforme du 20 novembre, citée plus bas) n'ont jamais protesté que contre les expulsions « arbitraires », mais ne trouvent rien à redire à celles qui se font dans les formes légales.

A contrôle renforcé, moyens renforcés : encore plus de centralisation dans le contrôle, avec un organisme chargé de « l'ensemble des formalités de réception des demandes et de délivrance des titres de séjour et de travail aux travailleurs étrangers », et une « délégation aux travailleurs immigrés auprès du Premier ministre » dont le rôle est de proposer « au gouvernement les mesures propres à assurer un réel contrôle des flux migratoires », de mieux coordonner les services « du ministère du Travail et du ministère de l'Intérieur » et au besoin « ceux du ministère des Affaires étrangères », d'assurer la tutelle de l'ONI, du FAS et... des organismes « contribuant à l'hébergement collectif » des travailleurs immigrés... Elle pourrait peut-être aussi s'occuper de mettre fin à la lutte des grévistes des foyers ? Autre moyen, « un corps d'inspection spécialisé » dans « la répression des trafics et emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère », « dont les membres ont la qualité d'officiers de police judiciaire et disposent des pouvoirs d'investigation de l'inspection du travail et des services de contrôle fiscal et douanier ». Quant aux fraudeurs, ils risquent de fortes amendes et des peines d'emprisonnement : 2 mois à 2 années, 3.000 à 50.000 F par travailleur, pour l'employeur ayant occupé un « irrégulier » ; 6 mois à 5 ans, 5.000 à 100.000 F pour « toute personne ayant organisé ou facilité l'entrée ou le séjour irréguliers d'un étranger en France ». Avis aux travailleurs célibataires forcés qui voudraient faire venir leur famille !

Au niveau de la commune, le PS a la même conception du *numerus clausus* que le PCF. Lors de sa conférence de presse du 13-12, Jean Le Garrec a déploré — au nom du refus de la constitution de ghettos, bien sûr ! — « que quelques municipalités de gauche soient pratiquement les seules dans le département à héberger une population étrangère dont l'importance atteint parfois 25 % de la population locale » (Le Monde, 16-12-78).

En préambule à sa proposition de loi, dans l'exposé des motifs, le PS prend pour prétexte au renforcement du contrôle des « objectifs » qui ne sont que pure démagogie.

D'abord il feint de pleurer sur l'« insécurité » des immigrés « tenant à leur situation juridico-administrative : il y sera mis fin par une réforme de la législation sur les expulsions » (on a vu que dans les faits le

PS les encourage, mais les couvre de la feuille de vigne de la légalité), et par l'unification de la législation applicable aux immigrés. A cette fin, « il est créé une carte d'identité du travailleur immigré », délivrée « à tout immigré en situation régulière », valable 10 ans, permettant de résider sur l'ensemble du territoire et d'exercer la profession de son choix, « renouvelable de plein droit »... si le travailleur est rentable ! Car si « au moment du premier renouvellement, son titulaire est, de son fait et sans raison valable, sans ressources régulières depuis plus de 12 mois consécutifs, cette carte pourra voir sa durée limitée à un an ». La soi-disant sécurité que le PS prétend fournir aux travailleurs immigrés ne concerne donc que les travailleurs qui sont déjà « en règle ». Et l'insécurité de tous les sans-papiers ? En réalité, ce n'est qu'un prétexte : si le PS désire qu'il soit ainsi « mis fin à la véritable « balkanisation » juridique qu'on constate actuellement », c'est très vraisemblablement parce que la diversité des législations gêne la bourgeoisie elle-même pour rationaliser et centraliser son contrôle des flux migratoires. La preuve : selon la CGT, Stoléru a annoncé lors de la réunion du 16 janvier qu'il a eue avec les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC concernant le renouvellement des titres de travail et de séjour, qu'« il est question d'établir un titre unique pour le séjour et le travail pour tous les immigrés » (Courrier confédéral CGT n° 338).

« Le second objectif à atteindre », dit le PS, « est de reconnaître enfin à ces travailleurs les mêmes droits qu'aux nationaux ». Mais... « deux exceptions subsisteront toutefois au niveau de la mise en œuvre de ce principe. La première limitera la possibilité de participation politique en accordant aux travailleurs étrangers le droit de voter au seul niveau des élections municipales ». « La seconde maintiendra le principe de la « territorialité » des prestations familiales », c'est-à-dire maintiendra le vol sur les allocations familiales des familles d'immigrés restées au pays qui constitue la plus grosse partie des ressources du FAS. C'est bien alors se moquer des travailleurs que d'inscrire dans l'article I de la proposition de loi : « les travailleurs immigrés [...] jouissent [...] des mêmes droits et libertés que les travailleurs français dans tous les domaines de la vie économique, culturelle et sociale ». En réalité, seuls les travailleurs « résidant régulièrement en France » se verront reconnaître quelques droits. Citons, à côté du « droit de pétition » (!), « le droit de réunion et de manifestation, d'association, d'expression, de presse », droits que des fractions combattives de travailleurs immigrés ont déjà acquis dans les faits par leurs seules luttes, comme les résidents en lutte dans les foyers. Le fameux droit de vote aux élections municipales pour les étrangers « ayant au moins 3 ans de résidence en France » doit, dit l'exposé des motifs, « permettre la prise en compte par les élus locaux des problèmes des travailleurs immigrés ». On ne saurait mieux dire que les travailleurs immigrés n'intéresseront les élus locaux que lorsqu'ils pourront constituer une clientèle électorale !

## Chine-Vietnam

(suite de la page 1)

fait avancer l'histoire. Ils ne pouvaient aller plus loin. La signification des faits actuels est que pour l'un et l'autre cette révolution est bien finie.

« Le Cambodge voulait attaquer le Vietnam » ! Tel est le prétexte officiel avec lequel le Vietnam, pays de 50 millions d'habitants, prétend justifier le brigandage que constitue son annexion du petit Cambodge dix fois moins peuplé, après avoir plusieurs fois trahi sa lutte contre l'impérialisme à cause de l'étroitesse de son propre anti-impérialisme et de son propre conservatisme bourgeois !

« Le Vietnam veut attaquer la Chine » ! Tel est le prétexte officiel avec lequel la Chine, pays de 900 millions d'habitants, prétend justifier l'invasion du Vietnam 18 fois plus petit, après avoir trahi mille fois depuis Genève en 1954 sa lutte contre l'impérialisme à cause de ses étroits intérêts nationaux et désormais de son conflit avec la Russie qui porte sur la domination de la Sibérie et de l'Asie continentale.

Des deux côtés, la classe ouvrière a affaire à des guerres provoquées par la tendance expansionniste de sa bourgeoisie et à l'alignement de sa classe dominante dans les futurs camps de la guerre impérialiste pour de simples motifs de disputes sur les richesses naturelles et les populations sur lesquelles chaque bourgeoisie « a des droits ».

Le coup de poing de Langson n'est pas encore la guerre. Mais il en est la préparation. Le prolétariat ne peut opposer à ces querelles de brigands que sa propre voie, celle de la lutte pour son union internationale par-dessus les frontières, et contre les justifications de tous les camps de guerre.

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (n° 11) parue dans la série « Le Prolétaire »  
24 pages - Prix : 3 F.

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3  
(10 février 1979) de

### il programma comunista

- Nel 60° del sacrificio di R. Luxemburg e K. Liebknecht : L'ordine regna (ancora) nel mondo
- La teoria dei bisogni ovvero il riformismo dal basso
- Un male tutt'altro che oscuro
- Una franca parola su antiterrorismo e terrorismo
- Qui Italia : si gioca ai birilli
- Il PCI e la « terza via » : E problematico, molto problematico...
- La borghesia vietnamita paladina dell'ordine
- La Cina verso una politica di potenza
- Miti e realtà del mondo borghese
- Giù le manacce dal compagno Mario Acquaviva
- Rompere col collaborazionismo sindacale
- Dalla Germania : Dopo sei settimane di sciopero dei metallurgici
- Vita di Partito

### EL PROGRAMA COMUNISTA

### Communist Program

### Kommunistisches Programm

## Permanences du Parti

#### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 8 mars et le 12 avril, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 3 et 17 mars.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit les 3 et 17 mars.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 février et le 25 mars.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 4 et 18 mars.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 25 février, 11 et 25 mars.

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 4 mars et le 1<sup>er</sup> avril.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 18 mars et le 15 avril.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

#### EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926